



TINKUNAKU



REISERBANN
d'Reiser Geméng

T I N K U N A K U
N ° 1 O C T O B R E 1 9 9 2

le conseil communal:

Arthur Sinner, bourgmestre
Raymond Becker, Armand Joachim, échevins
Norbert Conter, Armand Bildgen, François Klein,
Camille Schleck, Jean Biever, Marcel Dondelinger,
François Kayser, Michel Langlais, conseillers

**le groupe de coordination:
"Découverte des Amériques"**

Marie-Paule Arendt, Raymond Becker
Bernard Christophe, Alex Diederich
Alain Inglebert, Francis Klein, Michel Schaack
Annette Thesen, Christian Wolzfeld



TINKUNAKU



Impressum:

Cover: Ausschnitt aus einem Siebdruck "Indiofrau und Kind" von Marc Henri Reckinger

Rückseite: Lithographie "Lo Conquisto" von Walter Barrientos

Photos: Sigrid Reichert-Purrath

Le conseil communal,

Considérant qu'en cette année 1992 sera marqué le 500e anniversaire de la découverte des Amériques

Considérant que nombre d'instances officielles auront à coeur de célébrer cet événement qui marque l'aube des temps modernes et la naissance des principes déterminant notre société;

Considérant que commémorer est devenu un rite inquiétant, qu'aujourd'hui même, on s'invente d'autant plus de passé que l'avenir échappe à toute imagination, et que pour cela le conseil communal estime qu'il est dommageable de fêter le cinquième centenaire de 1492 en le tronquant, en le récrivant, en le limitant à ce qu'il a de valorisant pour ceux qui financent la fête;

Considérant que l'Administration communale a reçu de la part d'un responsable de l'INAL (Institut alternatif), une ONG qui oeuvre en faveur des communautés d'indiens aborigènes d'Argentine, une demande de partenariat émanant d'une communauté d'Indiens Kolla de la province de Salta;

Considérant que cette communauté a été victime d'une expropriation abusive de ses terres, depuis à peine une génération, par l'ex-gouverneur de la province;

Considérant que cette communauté souhaite être reconnue comme communauté aborigène, recouvrer les droits de propriété sur ses terres, par voie judiciaire, et recevoir sinon des pouvoirs d'administration, du moins des attributions de services de communication et d'administration des populations;

Extrait du registre aux délibérations du conseil communal
Séance publique du 2 avril 1992 – Point de l'ordre du jour N. 10

O b j e t :

DÉCISION DE PRINCIPE CONCERNANT LA COMMÉMORATION DE LA DÉCOUVERTE DES AMÉRIQUES

Considérant que le soutien 'politique' que pourrait exprimer la commune de Roeser rendue attentive à ce cas par l'institut INAL, ainsi que le climat créé par la célébration du 500e anniversaire de la découverte des Amériques pourront favorablement peser sur les débats en justice menés par cette communauté aborigène;

Considérant qu'il faut avoir le courage de regretter le mal fait alors aux hommes par des hommes, et celui de demander pardon aux victimes;

Considérant qu'il faut avoir la volonté de leur accorder enfin leur vraie place dans la mémoire du monde et d'aller jusqu'à se préoccuper de la réparation due à leurs héritiers directs;

Considérant que la commune de Roeser a le choix et l'opportunité de réaliser un événement communal non seulement figuratif mais actif qui aura un double objectif

- répondre à l'attente d'une communauté aborigène d'Amérique du Sud

- organiser une commémoration active de la découverte des Amériques pour sensibiliser notre population et ouvrir la voie à des initiatives de sa part;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Après délibération;

décide à l'unanimité des voix de commémorer la découverte des Amériques en date du 10 octobre 1992:

- A) par une déclaration de solidarité et de partenariat qui contiendra:
- une référence aux droits de l'homme et aux droits des peuples
 - une référence à un idéal de partage des cultures dans le respect des différences, des coutumes, des religions, des artisanats et autres expressions
 - une référence à l'histoire et un engagement de respect et d'entraide mutuelle pour l'avenir
 - une référence aux exigences d'une écologie planétaire
 - une référence à la situation particulière de cette communauté et
- B) par un acte de reconnaissance de la communauté Kolla des villages de Los Naranjos, Rio Blanquito et Angosto del Parani de la province de Salta en Argentine en tant que commune partenaire, confrontée à une injustice et à une situation insupportable.

En scéance à Roeser, date qu'en tête.

(Suivent les signatures)



Oran, province de Salta, le 12 juillet 1992

Monsieur le Président du conseil d'administration de la Commune de Roeser. (*)

Nous nous adressons au Président, et à travers lui aux membres du Conseil, pour l'informer de ce que nous avons communiqué votre engagement de fraternité et de solidarité aux communautés que nous représentons.

Dans nos différentes réunions cette nouvelle a été chaleureusement accueillie, et chacun de nos frères (***) est chargé de transmettre reconnaissance et espérance, sachant que nos problèmes sont rapportés en différentes régions du monde.

Notre surprise et notre reconnaissance sont encore plus grandes en voyant que vous déclarez nos communautés "soeurs" et que vous exprimez la solidarité de votre communauté face à la situation d'injustice que nous vivons jusqu'à ce jour, et qui a même tendance à s'aggraver, du fait de l'oubli et de la mécompréhension de nos gouvernements, malgré les droits qui sont les nôtres, et qui sont inscrits dans nos constitutions provinciales et nationales.

Il importe également de souligner notre confiance dans l'Institution de Coopération Interalternative INAL, que nous avons chargée de faire connaître notre situation et de diffuser notre demande d'aide, pour la défense de nos droits, la valorisation de notre culture propre, et la promotion de l'autodéveloppement de nos communautés.

Nous vous remercions également pour votre invitation à participer aux événements que vous avez programmés chez vous pour le mois d'octobre prochain. Nous y viendrons pour y porter le message de nos frères.

Encore une fois, COMMUNE SOEUR DE ROESER, un très chaleureux remerciement, avec le souhait de pouvoir bientôt arriver chez vous, et confraterniser dans l'amitié de nos peuples.

Anastasio Vilca Condori, président.

Cesareo Condori, Vice président

Serafina Cruz, porte parole

Ciriaco Ramos, membre du Conseil

représentants des communautés aborigènes de LOS NARANJOS, RIO BLANQUITO, ANGOSTO del PARANI

notes du traducteur

(*) Cette lettre s'adresse bien évidemment au Bourgmestre et au conseil communal de la commune de Roeser, En Argentine l'instance supérieure d'une commune semble être son conseil d'administration.

(**) cette expression désigne ici les signataires de la lettre.



TINKUNAKU

TINKUNAKU est le mot de la langue quetchua qui signifie "lieu de rencontre des gens". Ce lieu est plus que symbolique dans la communauté, car il assure le contact et l'échange. Pour cette raison, INAL a baptisé "TINKUNAKU" son centre culturel, et pour la même raison, nous aimerions baptiser "TINKUNAKU" notre publication destinée à témoigner périodiquement du progrès de notre échange avec les communautés de Los Naranjos, rio Blanquito et Angosto del Parani.

Tinkunaku, le centre culturel d'INAL mérite donc une présentation, puisqu'il abrite les activités ou le siège social de plusieurs initiatives se réclamant de l'esprit alternatif et interculturel de INAL, coopération "interalternative":

AMERINDIA est un groupe argentin et chilien qui se mobilise pour la défense des droits des Indiens de ces deux pays, les communautés Mapuche en particulier, qui sont présents sur les deux versants des Andes, et témoignent d'un temps où la frontière entre les peuples ne passait pas au sommet des montagnes.

- l'action PESCADITOS s'occupe d'enfants des rues

- APE est une action populaire oecuménique qui recrute au sein des classes de petite paysannerie, réfugiée à la capitale faute de terres.

-TINKUNAKU accueille aussi des fédérations de résidents de quartiers bidonvilles de Buenos Aires, un groupe de théâtre et un groupe de musique.

-TINKUNAKU est un magasin ou plutôt un dépôt de productions artisanales en transit. Elles sont collectées dans les communautés indiennes et envoyées en Europe dans des boutiques d'artisanat, comme la boutique tiers monde à Luxembourg. Cette activité est modeste en volumes échangés mais importante en ce qui concerne l'ambassade culturelle que réalisent les productions indigènes. En effet, elles témoignent de techniques artisanales très anciennes, et d'une esthétique propre à chacune des civilisations dont elles émanent. Sont notamment représentées les communautés suivantes:

* Chané et Wichi-Matacos de la Province de Salta

* Kollas de la province de Jujuy

* Quilmes de la province de Tucuman

* Mbya Guaranis de la province de Misiones

* Mapuches des provinces de Chubut et Neuquén

-TINKUNAKU, rue de l'Indépendance à Buenos Aires est enfin le siège d'un journal: le Bulletin des communautés Aborigènes d'Argentine, qui permet la diffusion d'informations les concernant directement, entre quelque 300 communautés indiennes, appartenant à différents peuples indigènes.

-TINKUNAKU titre d'une nouvelle publication du Roeserbann, s'inscrit donc dans une ligne d'échange et de solidarité interculturelle, qui naît sur une terre de village quetchua, et qui passe par une commune luxembourgeoise. Si seulement l'océan atlantique avait été baptisé TINKUNAKU le 12.10.1492.



POURQUOI & COMMENT?

Le 10.10.92 sera un jour évènement, organisé avec éclat pour manifester publiquement le commencement d'une relation officielle de solidarité entre la commune de Roeser et les communautés indiennes de Los Naranjos, Rio Blanquito et Angosto del Parani. Mais APRES que pourrions-nous faire, avec la distance qui nous sépare, et le peu de connaissance que nous avons, de la réalité concrète qui est la leur?

En fait, nous ne le savons pas encore exactement, mais nous sommes mobilisés pour le découvrir. Nous avons acquis la conviction profonde que Monsieur Patron Costa (c'est son nom) a abusivement acquis la propriété légale des terres revendiquées par les communautés. C'est en tant que Gouverneur qu'il a étendu ses propriétés jusqu'à posséder un territoire comparable à la surface du Grand-Duché. Une bonne partie de ces terres a été enregistrée à son nom il y a 50 ans, sur la base d'un constat établissant qu'il n'existait plus de communautés d'indiens Kollas dans la Province de Salta et que les quelques uns qui y vivaient avaient renoncé à toute propriété individuelle pour devenir ses 'peones' (ouvriers agricoles). En réalité, les indigènes n'avaient jamais connu le régime de la propriété individuelle, ils n'étaient donc pas prévenus contre une telle manœuvre, et leur mode de vie semi-nomade, qui consistait à se déplacer avec leurs troupeaux dans les alpages suivant les saisons, était la cause de l'absence de localités d'importance significative. Depuis, ils se sont regroupés en

villages pour mieux défendre leurs droits, mais Patron Costa a enfermé ces villages dans des parcs étroitement clôturés, pour éviter leur extension et empêcher une occupation de fait des terres avoisinantes.

Comment revenir en arrière sur une situation légalisée depuis si longtemps, alors que tous les efforts des Communautés ont été vains, y compris une marche de leurs ancêtres, qui ont fait 2000 kilomètres à pied pour voir Péron???

Nous ne savons pas encore, mais nous proposons d'y réfléchir ensemble, et pour cela nous avons invité des représentants officiels de ces communautés. Nous voulons en parler avec eux, et nous voulons respecter leurs décisions quelles qu'elles soient sur un sujet qui les concerne bien plus que nous-mêmes. Nous sommes disposés à nous informer, et à mobiliser les bonnes volontés au sein de notre commune pour une meilleure confiance mutuelle. Nous voulons d'abord faciliter une découverte mutuelle sur le plan culturel, entre nos communautés. Cette étape est indispensable pour garantir le respect mutuel. Sinon nous risquons de nous imposer à notre tour, et à les

pousser à des formes d'intégration dans le mode de vie "industrialisé" que peut-être ils ne souhaitent pas.

Ensuite nous sommes prêts à adhérer à leur cause sur le plan judiciaire, par exemple, en participant à la couverture des frais de justice qu'ils devront engager. Nous pouvons aussi consulter nos

propres conseils juridiques, concernant les chances de succès ou d'enlèvement des procédures. Face à ce risque, nous pourrions essayer de mobiliser d'autres instances morales susceptibles d'exercer des pressions politiques, à partir de notre pays, à partir de l'Europe, voire à partir d'autres pays d'Amérique qui ont de leur côté reconnu des droits territoriaux à leur minorités indiennes.

Par ailleurs, face aux jurés d'Oran, de Salta ou de Buenos Aires, notre soutien explicite peut être perçu comme l'expression d'une opinion publique internationale nouvelle, consciente de nouvelles règles à pratiquer pour la vie en harmonie et sur une terre solidaire qu'il faut gérer ensemble, et non les uns contre les autres, dans l'esprit du congrès de la terre à RIO. Ceci d'autant plus que le conflit entre Patron Costa et les Communautés est également lié à la déforestation qu'il pratique pour la vente des bois des forêts qui encerclent la zone habitée par les communautés. Elles tentent de s'y opposer pour y maintenir la végétation dont elles ont besoin pour leurs troupeaux, dans un pays de soleil que le déboisement condamne à l'aridité, déjà présente à partir d'une certaine altitude.



Porte-paroles de cette opinion mondiale, quel poids représentons-nous? Pas seulement un groupe d'idéalistes, pas seulement une organisation non gouvernementale bénévole, mais bien une administration publique, forte de l'appui de toute une population, et qui se présente officiellement comme un partenaire potentiel sur un plan technique, prêt à assister une commune soeur qui ne demande qu'à s'organiser, pour vivre mieux, selon ses valeurs, dans le respect de la nature qui l'entoure, sans prétention démesurée à des investissements massifs, mais avec le souci de mettre tout de même en place des services de bonne administration locale: chemins, communication radio, services des postes, dispensaire, officialisation de l'école et d'une police communale etc. Autant de droits à conquérir, autant d'actions à mettre en oeuvre, car les communautés sont gérées comme des secteurs mineurs de la ville d'Oran, distante de 50 kilomètres, et peu soucieuse d'aménager des voies d'accès à travers la montagne.

Notre confiance dans le droit des peuples indigènes s'élève contre le juridisme colonisateur. Nous dénonçons les méfaits de la propriété privée lorsqu'elle est contraire à la sauvegarde du patrimoine de l'humanité, constitué d'un héritage de culture et de nature. Mais surtout, nous marquons notre admiration devant la façon dont les communautés ont su exister et conserver ce patrimoine au fil des siècles malgré les difficultés extrêmes, tant économiques que sociales, et maintenant juridiques. Ils méritent notre estime, et nous ne craignons pas de reconnaître devant eux, les torts des institutions colonisatrices dont nous sommes nous-mêmes indirectement héritiers et bénéficiaires.

INTERALTERNATIVE ZUSAMMENARBEIT (INAL)

"Unsere Entwicklungskonzeption ist die Vernetzung in Form einer Ineralternativen Zusammenarbeit: Es sollen Grenzen überwunden und überschritten werden, das, was der/die Eine nicht schafft, kann gemeinsam getan werden - und von den Veränderungen sind dann beide Seiten betroffen." - so stellt Antonio Reiser die Idee von INAL vor. Diese "Cooperacion INterALternativa" ist seit 1986 ein eingetragener Verein und damit Rechtsträger für die zahlreichen Prozesse und Projekte, in denen diese Idee umgesetzt wird: im Kulturzentrum TINKUNAKU (Wort in der Quetchua-Sprache für "Treffpunkt der Leute") und seinen verschiedenen Gruppen, in den Beziehungen, Projekten und Warenverkauf mit Indio-Gemeinden und Gruppen im "Inneren" (Hinterland) Argentinien - bis hin zu der Zusammenarbeit mit europäischen Initiativen und Organisationen.

Die Indio-Gemeinden und -projekte sind im Kulturzentrum (mit einem Haus in Buenos Aires vertreten: die Chané und Wichi-Matacos (Provinz Salta), die Kolla (Provinz Jujuy), die Quilmes (Provinz Tucuman), die Mbya-Guarani (Provinz Misiones) und die Mapuche (Provinz Chubut und Neuquen). Die Gruppe AMERINDIA setzt sich für die Rechte der Indigenas ein.

Außer diesen sind im TINKUNAKU eine Theater- und eine Musikgruppe beheimatet.



Antonio Reiser führt aus, wie sich die Entwicklungskonzeption für die einzelnen Gruppen auswirkt: "Die Theatergruppe im TINKUNAKU ist nicht sehr berühmt, aber sie ist ihrerseits vernetzt mit vielen Theatergruppen in Buenos Aires und auf dem Lande. Sie greift Legenden auf und verarbeitet sie theatralisch. Indem sie das in Schulen, in Stadtvierteln in Buenos Aires, aber auch im Innenland und sogar schon in Chile vorführt, setzt sie Impulse einer neuen Vertiefung im Bewußtsein der Bevölkerung: damit es kulturell tiefere Wurzeln bekommen kann. Diese Gruppe - und damit wird der Gedanke sehr deutlich - kann ihre Arbeit nur tun, weil sie mit anderen Gruppen zusammen die eigenen Grenzen überschreiten kann, z.B. mit AMERINDIA zu den Indios gelangen kann, z.B. mit INAL finanzielle Mittel erhalten kann, um die Fahrtkosten nach Santiago de Chile zu bezahlen."

Durch den Verein INAL werden mehrere Gruppen, Initiativen und Projekte vernetzt / gefördert / begleitet. Das TINKUNAKU und die sich dort treffenden Gruppen gehören dazu. Darüber hinaus gilt die Arbeit auch anderen Anliegen: den Straßenkindern ("Pescaditos"), den Kleinbauern ("Accion Popular Ecumenica - APE), den Nachbarschaftsorganisationen in Elendsvierteln, u.a.m.



INDIOS IN ARGENTINIEN - GIBT'S DIE ÜBERHAUPT?

„Nein, Indios gibt's in Argentinien nicht - in Bolivien und Peru schon, aber doch nicht hier!“ - so etwa haben 1991 argentinische Passanten in Salta (im Norden des Landes) bei einer Straßenumfrage geantwortet. Sie wußten nicht, daß 30 km vor ihrer Stadt mehrere Indio-Gemeinden leben. Unwissenheit und Ignoranz gegenüber den Ureinwohnerinnen ihres eigenen Landes ist eine der Haltungen von

Weißen im Süden des lateinamerikanischen Kontinents.

Die Mehrheit der argentinischen Bevölkerung, die sich von der Kultur und Religion her als europäisch versteht, ist jedoch verächtlich, ja rassistisch, gegenüber den Indios: „Die schaffen nichts“, „Die arbeiten nicht“, „Die bringen es zu nichts“, usw. Die Vorurteile der weißen Argentinier sind allen Vorurteilen sehr ähnlich. Wenn man den Zustand der Indios heute mit dem vergleicht, was Pizarro bei seiner Ankunft vor 500 Jahren vorfand (z.B. Bewässerungsanlagen in den Bergen bis 5000 m hoch), muß man jedoch nachdenklich werden und kann nur



Rio Blanco: Pachamama-Ritual, Erde pflügen (Männer), Samen säen (Frauen), Erde abstecken (Männer im Hintergrund), Sie beten dabei.

feststellen: Da ist etwas Schlimmes geschehen! Sie wurden an den Wurzeln geschlagen: Ihre Gemeinschaft, die gemeinschaftliche Produktionsweise wurde vernichtet! Deshalb bringen sie's zu nichts. Weil man ihnen das Teilen kaum

ermöglicht, weil die Großgrundbesitzer ihnen das Land nehmen, die Regierung ihnen nur Privateigentum erlaubt, schaffen sie's nicht! Denn das ist nicht ihr Recht, ihr Begriff oder ihr Ur-Wert! Sie wollen nicht Eigentümer von Grund und Boden werden, sondern das Land als Gemeinschaftsgut der Sippe oder Gruppe besitzen. Bis heute haben weder die Regierungen noch die Kirchen dieses Recht anerkannt. Erst nach der Militärdiktatur wurde 1985 ein Gesetz verabschiedet, das den Indios auf dem Papier Recht auf Land zuspricht, aber bis heute fehlen die Anwendungsdekrete, dies auch in der Praxis durchzusetzen.

Das Recht auf Land ist für die Indios heute das zentrale Problem. Denn „Land“ ist für sie etwas anderes als der „Besitz von Grund und Boden“. Das Land, die Erde gehört ihnen nicht, sondern sie fühlen sich der Erde zugehörig, verstehen sich als „Menschen der Erde“. Die Guarani z.B. haben das Verständnis: „Namandu hat Erde und Wald und den Mbua, den Indiomenschen, dahingesetzt.“ Das ist ihre Wurzel, ihre Spiritualität. Aus diesem Selbst- und



Rio Blanco: Pachamama-Ritual Tanz, (Abschluß)



Weltverständnis leiten sich dann auch die Aufgaben der Menschen ab: den Wald zu hüten, die Erde zu pflegen und zu verehren. Die "Mutter Erde", die Pachamama, erfährt Anbetung, Verehrung, Opfergaben, denn sie gibt und nimmt das Leben.

Wenn man den Indios das Land nimmt, so bedeutet das nicht nur den Raub ihrer materiellen Lebensgrundlagen, sondern auch das Herausziehen ihrer kulturellen Wurzeln, die Zerstörung der Grundlagen ihres Selbst- und Weltverständnisses.

DIE KOLLA (KOJA) IM NORDEN ARGENTINIENS

Mein Name ist Nancy Morales, ich bin Kolla aus dem Nordwesten Argentiniens an der Grenze zu Bolivien. Vor 9 Jahren bin ich durch die Begegnung mit einer Organisation, die sich Centro Kolla nannte, dazu gekommen, die Geschichte meines Volkes kennenzulernen. Den Rassismus im Norden Argentiniens habe ich schon immer gemerkt, aber nie verstanden, warum er existiert. Seit 3 Jahren arbeite ich mit Jorge zusammen in der Gruppe AMERINDIA.

Während es für viele Indio-völker, z.B. bei den Mapuche, Massaker und physische Vernichtung gab, stellt sich für die Kolla das Problem vollkommen anders dar. Sie arbeiteten in der Landwirtschaft, einige konnten auf ihrem Land bleiben, andere wurden in immer unfruchtbarere Gebiete vertrieben. Die Kolla haben in ihrer Mehrheit keinen "Widerstand" geleistet, haben sich nicht um den Preis ihres Lebens gegen die Eroberung

"gewehrt" - und mußten dies mit dem Verlust ihrer eigenen Sprache bezahlen:

Die Vertreibung setzt sich bis heute fort. Da die meisten von uns keine Rechtstitel über das Land besitzen, ist die Enteignung im demokratischen Rechtsstaat einfach. Der Patron Kosta hat in der Gegend von Salta drei Indigena-Dörfer durch einen Stacheldraht eingezäunt und ihre Zufahrtswege mit einem Wachposten versperrt. So als ob sie sein Eigentum oder Vieh wären, kontrolliert er ihr Kommen und Gehen.



Rio Blanco: Indio-Kinder singen spanische Kinderlieder in der Schulpause



Rio Blanco: Pachamama-Ritual. Die Erde wird gesegnet mit Wasser, Messer, Zepter und Zigarette, dies wird alles herumgereicht und mit Sprechgesang begleitet

In Salta, bei Indio-gemeinden

Orán ist verschlafen in der für uns doch so erdrückenden Frühlingshitze. Unser Weg beginnt aber erst hier. Holpriges Gestein erwartet uns, das Brennen der Sonne spüren wir im Nacken, Durst stellt sich ein. Aber Fröhlichkeit um uns. Wir sind die Begleiter von Vorräten, Flaschen und Nachschub fürs Dorf... Ja, wir bahnen uns den Weg. Stundenlang. Kein Ende nehmen wollend. Dunkelheit breitet sich über gewohnte Nähe zu Menschen, die uns aufnehmen. Herzlich, freundlich, mit Liebe. Für uns schliesst sich ein Kreis voller Wärme. Begrüßung. Aufnahme. Tee, der erfrischt, die Glieder wieder glättet. Und Brot.

Ein Tor das den Menschen hier den Weg versperrt.

Diese Gemeinden hier spüren die Anmassung des Weissen jeden Tag. Schritt für Schritt. Das weisse Gatter auf dem Weg zu ihrem Dorf markiert die Unterdrückung durch den Patròn Patron Costa. Sie müssen fragen, betteln, demütig sein für etwas, das ihr Recht ist und nicht das des Patrons. Aber er hat die Macht und das ist das Recht hier. Wir sind beschämt, denn wir sind auch weiss. Wir dürfen ihre Gäste sein und mit ihnen essen, ums Feuer sitzen. Antonio übersetzt, aber Sprache fliesst auch durch Blicke, Gesten. Verständnis ohne Worte, das tief ins Herz geht...

Das Maultier trägt seine Last

Wege unter einem grünen Dach, mit Sonnenstrahlen durchwirkt. Der Boden wie ein Teppich, der uns aufnimmt und die Schritte dämpft. Antonio und Eusebio gehen zu Fuss. Nehmen Rücksicht und haben ein Auge auf uns und den Weg. Ausgetrocknete Flüsse, drohend grosse Steinwüsten fast, dahinter wieder das schützende Grün des Waldes. Ungewohnt ist der Ritt für uns, aber wunderschön zugleich. Empfang. Beisammensitzen. Reden. Diskutieren. Und viele Fragen. Von uns, aber auch von ihnen. Wir sind eigentlich so weit voneinander entfernt, und doch jetzt einander so nahe...



Los Naranjos: Die Schüler mit der Direktorin Christina Guzman



Los Naranjos: Schule mit Internat, 80-120 Kinder. Das Gebäude ist zum Teil verfallen, schon eher eine Ruine. Die meisten haben nicht mal Schuhe.

Am Sonntag, Fest in Los Naranjos

Wir dürfen dabei sein, Gäste sein. Nieselregen durchwebt das Dorf. Dringt in die Kleidung. Lässt frösteln. Aber überall wird vorbereitet, gebacken, angerichtet... Auch die Kinder sind beim Fest dabei, natürlich. Erst recht sie... Wir werden begrüsst und haben doch nichts beigetragen zu diesem Fest. Aber wir können von ihnen sprechen. Von ihrem Kampf. Von ihren Rechten und ihrem Land. Auch noch - oder erst recht! - nach 500 Jahren

Gemeinden verboten, irgendetwas auf dem Land und an den Häusern zu tun. Das, wohl-gemerkt, im Jahr 1990!!!



Los Naranjos: die Schulfeuerstelle (Küche)

Drei indiogemeinden, Los Naranjos, Rio Blanquito und Angosto del Parani. Nun müssen sie mehr denn je zusammenhalten, sich wehren, Lösungen suchen und FINDEN (!). Schon lange zurück - 1946 - machten sie einen ersten Protestmarsch von dort nach Buenos Aires - wochenlang zu Fuss die fast 2000 km!! Veterane von damals leben und kämpfen noch heute für ihre Rechte.

Koja-Indios sind sie

Patròn Costa, Grossgrundbesitzer von Abertausenden Hektar und ZUVIEL Zuckerrohr Anbau, hat eines Tages 3 Indiogemeinden buchstäblich e i n g e z ä u n t, ein Tor mit Pförtner aufgestellt, durch Gerichtsverfahren dann noch den



VON DER SCHULDENLAST ERDRÜCKT

"Das Fundament einer kommenden Ordnung wird genauso groß sein wie die Opfer, die wir heute bringen".

Hermann Hesse

Den 500. Jahrestag von Columbus' Landung an amerikanischen Gefilden sollten wir nutzen, uns mit dem Leid und Elend der südamerikanischen Bevölkerung auseinanderzusetzen. Ein Teil dieser Geschichte wird vom reichen Norden mitgeschrieben: die armen Länder der Südhalbkugel werden von ihren Auslandsschulden erdrückt. Weltweit belaufen sich die Auslandsschulden der Dritten Welt auf fast 1400 Milliarden Dollar, Tendenz steigend. Davon entfallen etwa zwei Drittel auf Südamerika. Doch anstatt die Schulden zu erlassen, bürden die reichen Länder des Nordens den armen Ländern des Südens immer neue Lasten auf.

Wir stellen an den Pranger:

-Zins und Tilgung der armen Länder an den reichen Norden übersteigen jährlich den Kredit- und Entwicklungsbetrag um 50 Mia \$.

Diesen Zustand hat Willy Brandt zu Recht mit dem Ausdruck "einer Bluttransfusion vom Kranken zum Gesunden gebrandmarkt".

Für den reichen Norden, der diese Ungleichheit mit einer Portion Solidarität lindern könnte, gilt die Schuldenkrise nicht mehr als zentrales Problem, konnte doch eine Finanzkrise an den internationalen

Finanzmärkten mehrmals erfolgreich verhindert werden.

Statt in zukunftsweisende Technologie investieren zu können, müssen die Schuldnerländer neue Kredite aufnehmen um die Schuldenlast von gestern abzutragen; ein Irrsinn, der den Graben zwischen Armut und Reichtum immer größer werden läßt.

Allein der politische Wille entscheidet darüber, wie schnell Schulden gegenüber öffentlichen Gläubigern abgetragen werden. Der Fall der Berliner Mauer sowie die Öffnung nach Osten werden in Zukunft dazu führen, daß den Ärmsten der Armen noch weniger zur Verfügung stehen wird.

Die Gläubiger, ob Staat oder Privatbanken vergessen wissentlich ihre Mitschuld: war es nicht letztlich die zweite Ölkrise und die daraus erfolgende Investierung sogenannter Petrodollars die den ganzen Teufelskreis erst möglich gemacht hatte?

Die Situation ist erschreckend. Täglich verhungern 50.000 Menschen, jeder vierte Erdbewohner lebt in eklatanter Armut; der Schuldenberg erscheint notwendig, ist jedoch keineswegs hinreichend.

Natürlich haben die reichen Industrieländer reagiert. Nachdem die Schuldenländer in den achtziger Jahren nicht mehr in der Lage waren, ihre Kredite zurückzuzahlen, trat der sogenannte Baker-Plan in Kraft, benannt nach dem damaligen US-Finanzminister James Baker. Er baute darauf, das marode Wirtschaftssystem in den Schuldnerländern durch neue Kapitalinjektionen wieder flott zu machen. Die Milchmädchenrechnung - Exporteinnahmen müßten schneller steigen als die zusätzliche Schuldentilgung - ging nicht auf. Baker's Nachfolger Nicholas Brady schlug danach vor, unter bestimmten drakonischen Bestimmungen

den armen Ländern einen Teil ihrer Schuld zu erlassen. Als Instrumente, diese Umschuldungspläne in die Wirklichkeit umzusetzen, figurieren die Weltbank und der internationale Währungsfonds, die mit Argusaugen darüber wachen, daß diese austerischen Maßnahmen auch angewandt werden.

Die harschen Sparkonzepte zeigen "Wirkung": der Schuldenberg wächst langsamer, als das noch vor fünf Jahren der Fall war. Nur, um welchen Preis? Investitionen in den Gesundheits- und Erziehungssektor finden so gut wie nicht mehr statt. Christian Wernicke (1) schreibt in der ZEIT, daß die Sozialausgaben überall in Amerika während der achtziger Jahre sanken. Heute investiert dieser Schuldenkontinent weniger in die Ausbildung eines Schülers als noch 1979. Brasilien notiert die niedrigsten Reallöhne seit 37 Jahren. In Mexiko, mit seinen Ölvorhaben ein "Musterschüler" der Weltbank, kostet ein Kilo Bohnen mittlerweile ein Drittel des Mindestlohnes. Bei zwei von drei Bürgern sind "Zeichen von Unterernährung" zu erkennen...

Schnelle Abhilfe tut not. Es genügt nicht mehr, unser Gewissen mit Kleider- und Altpapierkollekten zu beruhigen. Neues Geld muß her, die Altschulden müssen erlassen werden. "Solidaritätsbezeugungen" so wie sie noch auf dem Erdgipfel in Rio bekundet wurden genügen allenfalls, die reichen Industrieländer aus ihrem Dornröschenschlaf zu wecken. Was wir seit 1492 an unseren Mitmenschen in Lateinamerika verbrochen haben, sollte nicht nur - wie Hans Koning, Schriftsteller, schreibt - "beklagt" werden (2), nein, wir müssen endlich handeln.

Frank Veyder

(1) Christian Wernicke: "Die Schuld der Gläubiger", DIE ZEIT 29. Mai 1992

(2) Hans Koning: Biographie "Columbus: His Enterprise"



REDE GEGEN DIE FEIERLICHKEITEN DES 12. OKTOBERS

Wie wir es nun seit Jahren machen, versammeln wir uns auch an diesem 12. Oktober, um unseren Widerstand gegen die Feiern des "Dia de la Raza" (Tag der Rasse) und die Entdeckung Amerikas zu manifestieren.

Wir halten daran fest: Eine sog. "Entdeckung" hat es nicht gegeben. WIR WAREN HIER! Sie wollen unsere Kultur verschwinden machen. Fast 500 Jahre von Beraubung, Zerstörung und Versklavung unserer Völker haben nicht ausgereicht, unsere Stimmen zum Schweigen zu bringen. WIR SIND HIER, wir leben und arbeiten hier auf dieser Erde seit mehr als 10.000 Jahren. Wir haben sie geliebt, beschützt und fruchtbar gemacht. Aber heute bleibt uns fast nichts mehr von ihr. Wir sind in ganz Amerika "das Indigena-Problem".

Man spricht von der Bevölkerung Argentiniens, die zusammengesetzt ist aus den Nachfahren der Immigranten, in der Tradition und Kultur Europas, die uns fremd ist. Aber WIR SIND AUCH HIER. Wir widersetzen uns der Vorstellung eines "Vaterlandes", wir haben unsere Mutter Erde, die Pachamama der Kollas und Diaguitas, Mapu der Mapuche, Namandu der Guarani.

Was wollen sie, daß wir jeden 12. Oktober feiern sollen? Daß sie uns

unsere Erde nahmen, daß sie unsere Kultur zerstörten, unsere Religion, unsere Sprache, und Millionen von Brüdern und Schwestern töteten, im Namen ihres Gottes, ihres Wirtschaftssystems, ihrer Zivilisation? Daß sie uns neue Werte aufzwingen wollten und unsere vollständig negierten und bis heute negieren? Sie verzeihen uns nicht, daß wir denken. Und schon gar nicht, daß wir anders denken.



Der Völkermord allerdings hört keineswegs auf, er läuft immer noch: heute durch Hunger, Krankheiten, durch ungezügelte Unterdrückung, durch erzwungene Umsiedlungen ganzer Comunidades, durch Zwangsauf-

enthaltene in Reservaten. Hunderttausende von indianischen Geschwistern in ganz Amerika sehen ihre Umwelt zerstört durch den Ausverkauf unseres Landes, durch den Fortlauf des sogenannten Fortschrittes.

Wenn wir unseren Boden verteidigen, verteidigen wir gleichzeitig den Planeten, den Ihr auch bewohnt und der unsere gemeinsame Heimat ist.

Die ungehemmte Ausbeutung Amerikas verursacht nichts als Verschmutzung, und Eure Nachkommen werden unfruchtbare Erde erben, Wasser und Luft, verseucht von Industrieabfällen.

Aber das ist nicht die einzige Form der Zerstörung unserer Völker. Es gibt subtilere: die Negierung



unserer Existenz, das Eindringen politischer Parteien in unser Leben, die erzwungene Integration in Lebensformen, die uns fremd sind und unsere kulturellen Werte zerstören, das Aufkommen von gefährlichen, gekauften Personen, die behaupten, uns zu repräsentieren, obwohl niemand sie dazu berufen hat, die uns so das Recht nehmen, uns in demokratischen Formen zu organisieren.

Wir wenden uns an unsere indianischen Geschwister: jene, die schon vor Jahren aus ihren Comunidades hierher in die Stadt gekommen sind und die mit Scham und Furcht ihre indianische Abstammung verstecken mußten, um so ein wenig Anerkennung und Respekt zu erheischen; an jene, die von alters her ausgebeutet werden auf den Feldern zur Erntezeit, in den Werkstätten und Minen; an jene, die in die Stadt kamen und wieder ausgebeutet werden in den Fabriken und die in der Marginalisierung in den "Villas de Emergencia" leben; auch an jene, die die Schule besuchen konnten und die heute in einem Beruf stehen, die ihre indianischen Wurzeln vergessen möchten. Sehen wir auf unsere Herkunft mit Stolz, achten wir die Werte unserer alten Kulturen, suchen wir die Identität in der Tradition unserer Geschichte.

Den Geschichtswissenschaftlern und Pädagogen sagen wir, daß sie nicht weiterhin geschichtliche und konzeptionelle Lügen gebrauchen dürfen, um unbequemen Wahrheiten aus dem Weg zu gehen. Die kulturelle Identität eines Staates kann man nicht auf einer Negation begründen, dem Abgrund zwischen einer offiziellen Geschichte und einer anderen nie erzählten. Unsere kulturellen Werte drücken sich in anderen Dingen aus als in folkloristischer Musik, ethnologischen Artikeln oder mythologischen Büchern. Wir haben Kenntnisse über medizinische Zusammenhänge, über die Urbarmachung des Bodens, Ideen und Werte, zu denen die Menschheit notwendigerweise finden muß, wenn sie überleben will.

Der Kirche und den Kirchenleuten sagen wir, daß zu viel Blut vergossen ist, um die Hoheit ihres Gottes zu behaupten. Die Evangelisation war und ist eine der schrecklichen Waffen der Kulturzerstörung. Dringen wir auf das Recht, unser wahres Gefühl gegenüber unseren Göttern ausdrücken zu können, und daß die verschiedensten Sekten endlich aufhören, unsere Geschwister zu Idioten machen zu wollen.

Wir bitten um Solidarität, um Unterstützung für den Kampf der Comunidades, daß die versprochenen Gesetze endlich in

Kraft gesetzt werden. Das Recht auf Mitbestimmung muß erkämpft werden, sodaß unsere Lebensvorstellungen akzeptiert werden. Drängen wir alle Gesetzgeber und Regierenden dazu, daß sie endlich Gerechtigkeit schaffen nach den Gesetzen unserer Völker. Wir hoffen, nicht noch mehr Leiden teilen zu müssen. Kämpfen wir zusammen für einen gemeinsamen Sieg!

Auf daß unser Vater "Die Sonne", der ewige Zeuge der Zeiten, uns immer aufrecht auf unseren Füßen sieht und nie auf den Knien.

**AMERINDIA
für die
"Organizaciones Indias"**





